

réelle, mais les Maliens sont confrontés à une équation difficile, notamment pour le bois de chauffe : l'énergie domestique en est totalement tributaire, et les coupes de bois ne sont pas régulées. La déforestation est telle par endroits que l'on atteint le plus souvent une minéralisation totale près des villages. Les femmes partent en brousse élaguer des arbres encore vivants, car elles n'ont pas d'autre choix pour faire vivre leur famille et préparer les repas.

Combattre l'avancée des dunes dans le lit du fleuve est « un travail de longue haleine », résume Ibrahima Haïdara, le directeur de l'Agence du bassin du fleuve Niger au Mali, créée en 2002 par le gouvernement pour mieux en gérer les ressources. « Il faut beaucoup de volonté, il y a des milliers d'hectares à protéger. Nous en sommes à 10 000, c'est une goutte d'eau. Il nous faut consolider continuellement » : 385 000 hectares auraient, en effet, besoin d'être protégés. Des associations et des ONG pilotent des programmes d'action. « Actuellement, dans le programme de lutte contre l'ensablement dans le bassin du Niger, nous mettons en œuvre des activités techniques avec les populations », explique Modibo Coulibaly, son coordinateur. La protection rapprochée du fleuve et des zones aménagées concerne principalement les périmètres irrigués, les habitations et les cultures situés sur les bords du fleuve.

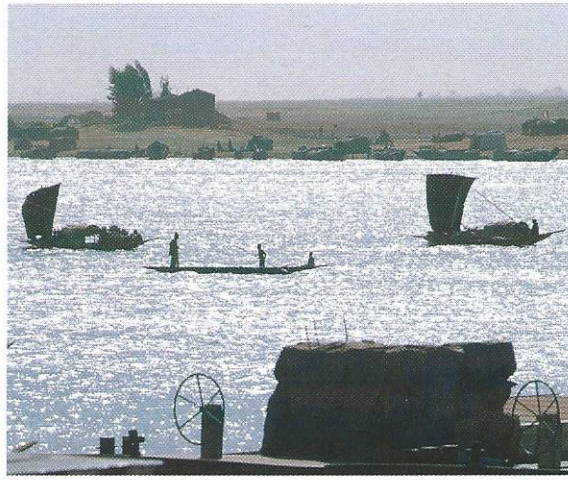
Parmi les différentes techniques employées pour barrer la route à l'« ennemi » et l'empêcher d'arriver dans le lit du Djoliba, la plus efficace est un système de quadrillages piégeant le sable à l'aide de petites haies qui diminuent la vitesse du vent. Elles sont composées de peuplements mixtes d'espèces à croissance rapide – comme le prosopis, apte à se développer dans des milieux extrêmes –, complétées par des espèces locales dont la croissance est plus lente mais qui sont mieux adaptées aux conditions climatiques régionales et qui peuvent se reproduire naturellement dans leur milieu d'origine, tels les acacias. « 20 000 hectares sont en cours de couverture pour fixer le sable », indique l'expert Alain Gerbe. Dans le projet qu'il pilote, Modibo Coulibaly quadrille sans répit, avec l'aide de la population. « Cela nécessite beaucoup d'efforts physiques. » Les villageois se déplacent à pied sur des

kilomètres et travaillent à mains nues, avec, pour seuls outils, des seaux et des pelles. Ils n'ont ni tracteur, ni aucun engin capables de progresser sur des sols aussi sableux. Au bout du compte, les résultats sont là – 6251 hectares de dunes ont été fixées –, même s'ils peuvent sembler dérisoires face à l'immensité de la tâche. En outre, pour protéger 1 800 hectares de berges, des eucalyptus et des vergers ont été plantés et des jardins maraîchers installés sur quelques centaines d'hectares dans les régions de Tombouctou et de Gao. Le tout pour un montant de près de 12 millions d'euros, qu'ont financés conjointement la BAD – Banque africaine de développement –, l'UEMOA, – Union économique et monétaire ouest-africaine – et le gouvernement malien.

Tenter de reconstituer la végétation s'apparente à une course effrénée contre la montre. « Il faut compter entre dix et quinze ans, avant que les efforts soient visibles », explique Modibo Coulibaly. Pendant ce temps, le sable progresse à vue d'œil, tout comme la démographie et, du même coup, les besoins alimentaires et énergétiques. La population se concentre autour des points d'eau, de plus en plus rares. Si le cours du Niger s'arrêtait, « ce serait catastrophique pour des millions de personnes qui dépendent directement du fleuve »,

ajoute-t-il. « Sans lui, il n'y a plus de vie », résume Ibrahima Haïdara, le directeur de l'Agence du bassin du fleuve Niger. L'assèchement du cours d'eau entraînerait l'exode des villageois vers les villes. La crue, déjà insuffisante, qui atteint son maximum en janvier, complique la riziculture. Mais Modibo Coulibaly veut garder espoir : « Il est possible de lutter contre le sable, même si c'est un ennemi très puissant. »

Outre les projets à échelle locale, d'autres programmes, ambitieux, se mettent en place et réunissent plusieurs pays : c'est le cas de la grande muraille verte, une ceinture de végétation qui reliera Dakar à Djibouti sur 7 000 kilomètres de long et 15 kilomètres de large. Onze pays, dont le Mali, vont construire ensemble cette ligne de défense, barrage au Sahara. Une réponse de l'Afrique aux défis climatiques et à la désertification des terres, qui, selon la FAO, l'organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, touche deux milliards de personnes dans le monde. ▀



Le fleuve, ici, le port de Mopti, « Venise de l'Afrique », concentre 95 % des activités économiques.